

[Traduction]

M. Stewart (Marquette): Tant que les audiences publiques n'auront pas été tenues, le ministre empêchera-t-il entre autres la fermeture de la piste de patins à roulettes à Clear Lake?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: J'étudierai cette question, monsieur le président.

RIDING MOUNTAIN—LA DEMANDE PORTANT SUR
L'ACCUEIL D'UNE DÉLÉGATION

[Traduction]

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Une question supplémentaire au premier ministre. Le maire de Brandon a-t-il demandé au très honorable représentant de recevoir une délégation à ce sujet en vue d'étudier notamment les loisirs pour les jeunes au parc national de Riding Mountain qui sont éliminés de façon progressive alors qu'ils sont plus nécessaires que jamais?

M. l'Orateur: Le député sait qu'il ne peut pas simplement demander si des instances ont été formulées. Le premier ministre pourrait répondre d'une façon différente—je conseille au député de demander si des mesures sont prises ou envisagées. Il ne peut pas demander simplement si un message a été reçu.

L'hon. M. Dinsdale: Je pourrais peut-être formuler ma question autrement par suite de la réprimande de Votre Honneur.

M. l'Orateur: Ce n'est pas une réprimande, je peux vous l'assurer, et je suis certain que le premier ministre assumera que la question lui a été posée de la façon que j'ai proposée. Nous épargnerions ainsi deux minutes.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne suis pas au courant d'une telle demande mais je vérifierai mes archives; cela m'a peut-être échappé.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE CAS DE CERTAINS PÊCHEURS DE LA N.-É.

M. T. S. Barnett (Comox-Alberni): Ma question s'adresse au ministre du Travail. Elle est reliée à la nouvelle loi sur l'assurance-chômage, qui a fait mercredi l'objet de la sanction royale et dont certaines dispositions entreront en vigueur d'ici quelques jours. Que peut-on faire pour rendre à nouveau admissibles aux prestations certains pêcheurs de la Nouvelle-Écosse qui y ont perdu leurs droits du fait que certains règlements visant les pêcheurs annulent les dispositions de la loi conçues pour assurer la neutralité de la Commission en ce qui concerne l'appartenance ou la non-appartenance à une association de travailleurs?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Cette question concerne de nombreuses allégations que je ne saurais accepter. En ce qui concerne les pêcheurs de la Nouvelle-Écosse, la question est à l'arbitrage et je ne voudrais pas en faisant une déclaration publique, avoir

l'air d'émettre un jugement sur leur cas. Quant aux règlements touchant la nouvelle loi, ils seront sans doute rendus publics la semaine prochaine. Il a été pris note des instances du député, et je puis lui donner l'assurance que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'à l'avenir les règlements ne restreignent, ni ne débordent en quoi que ce soit, la portée de cette loi.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'EMPRISE ÉTRANGÈRE—LA POLITIQUE
GOUVERNEMENTALE

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Revenu national. Les investissements étrangers directs au Canada s'étant élevés au cours du premier trimestre de 1971 à 285 millions de dollars, le ministre peut-il nous dire quand le gouvernement définira une politique concernant les investissements étrangers, conformément aux promesses qu'il nous a faites il y a déjà plus d'un an?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je me suis pas encore en mesure d'avancer une date.

M. Fairweather: Le cabinet dispose-t-il, dès à présent, d'un projet de rapport rédigé par le ministre?

L'hon. M. Gray: Monsieur l'Orateur, ainsi que je l'ai déjà fait précédemment en réponse à des questions, je répéterai à nouveau que je ne puis m'étendre ici sur des affaires qui relèvent du cabinet.

* * *

LES TRANSPORTS

LE CHEMIN DE FER DU GRAND LAC DES ESCLAVES—
LES GRIEFS DES ENTREPRENEURS

M. A. C. Cadieu (Meadow Lake): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il assurer la Chambre que l'enquête concernant les griefs des entrepreneurs du chemin de fer du grand lac des Esclaves va être accélérée, vu qu'il y a plus d'un an que le comité a formulé ses recommandations?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'annoncer à la Chambre qu'après bien des efforts infructueux en vue de trouver un juge de la cour supérieure pour diriger cette enquête, ce qui est la principale raison du délai, nous avons maintenant désigné quelqu'un, et je crois que l'enquête est déjà commencée.

* * *

LES FINANCES

LES PRÉVISIONS QUANT AU PNB ET LA BAISSÉ
DU CHIFFRE RÉEL

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le très honorable premier